

Agro-industrie : La recherche sur les OGM est minée par les conflits d'intérêts

lundi 19 décembre 2016, par [HOREL Stéphane](#) (Date de rédaction antérieure : 19 décembre 2016).

Selon une étude menée par l'INRA, une importante proportion d'articles scientifiques consacrés aux OGM est entachée de conflits d'intérêts.

Sommaire

- [Cause ou conséquence ?](#)
- [« Système de soutien financier](#)

Pas moins de 40 % de conflits d'intérêts. Le chiffre, frappant, caractérise tout un corpus d'articles scientifiques portant sur les organismes génétiquement modifiés (OGM). Voilà la première conclusion d'une étude publiée par une équipe de chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) dans la revue scientifique *PLOS ONE*, le 15 décembre. Seconde conclusion : ces conflits d'intérêts ont une influence patente sur les résultats de ces publications. Quand conflit d'intérêts il y a, « les conclusions ont 49 % de chances d'être plus favorables aux intérêts des industries semencières », écrivent les chercheurs.

Ce n'est pas l'intégralité de la littérature scientifique sur les OGM qui a été ici analysée, mais un ensemble de 672 articles publiés entre 1991 et 2015 sur une question bien précise. Ils concernaient l'efficacité et la durabilité de l'efficacité de certains OGM qui produisent les protéines d'une bactérie, *Bacillus thuringiensis* (Bt). Toxiques contre des insectes qui les infestent, les plantes OGM Bt sont principalement utilisées pour les cultures de maïs, de coton et de soja. Comme il est rare que ce type de revues systématiques inclue un aussi grand nombre d'articles, les conclusions en sont d'autant plus significatives.

Fait notable, c'est la première étude de cette importance portant sur les conflits d'intérêts dans le domaine des OGM. Directeur de recherche à l'institut Sophia Agrobiotech, Thomas Guillemaud travaille sur la chrysomèle des racines du maïs. Ancien membre du Haut Conseil des biotechnologies, Denis Bourguet est quant à lui un spécialiste de la pyrale du maïs au Centre de biologie pour la gestion des populations (CBGP) de Montpellier. Chacun d'eux se heurtait régulièrement à la question du biais dans les publications sur les OGM. « En dépit de l'ampleur extraordinaire des enjeux financiers, politiques et idéologiques liés aux cultures génétiquement modifiées », seules deux études s'étaient penchées sur la question, ont-ils constaté. Mais l'une d'elles posait aussi un problème de conflit d'intérêts. « C'est pour cette raison que nous avons décidé de faire cette analyse », a expliqué Thomas Guillemaud au *Monde*.

Cause ou conséquence ?

Comment les chercheurs de l'INRA ont-ils eu connaissance de ces conflits d'intérêts ? Tout simplement en relevant ceux déclarés dans les articles par les auteurs eux-mêmes. Ainsi, ils ont retenu deux types de relations avec les fabricants d'OGM : soit une affiliation directe (les auteurs

étaient des employés des groupes), soit un financement total ou partiel des travaux d'au moins un des auteurs. Il est donc ici principalement question de liens avec Monsanto - en cours de fusion avec l'allemand Bayer -, le suisse Syngenta, et les firmes américaines Dow AgroSciences et DuPont Pioneer - également en train de fusionner. Des groupes qui représentent aujourd'hui 60 % du marché des semences.

Par conflit d'intérêts, les chercheurs entendent « un ensemble de circonstances qui créent un risque que le jugement professionnel ou les actions concernant un intérêt principal soient indûment influencés par un intérêt secondaire » - ainsi que les définit l'Académie nationale des sciences américaine. En raison de ces « intérêts secondaires », donc, « les résultats étaient à 104 % plus susceptibles d'être favorables pour les articles consacrés à l'efficacité que pour ceux explorant la durabilité ». Cela s'explique par le fait que « les groupes ont plus intérêt à financer des études qui montrent que leurs produits tuent effectivement les insectes », analyse Thomas Guillemaud, tandis que les études de durabilité nécessitent davantage de temps pour une issue plus incertaine.

Impossible, en revanche, d'établir si les conflits d'intérêts financiers sont la cause ou la conséquence de résultats favorables aux sponsors. En d'autres termes, de déterminer avec certitude si les résultats sont favorables à un industriel parce qu'il a financé l'étude, même seulement en partie. Pour mettre cela en évidence, développe M. Guillemaud, il faudrait disposer de trois éléments : « Le projet avant qu'il ne commence, l'étude avant qu'elle ne soit publiée et l'étude après publication. »

« Système de soutien financier indirect »

Quand les chercheurs de l'INRA soulignent les limitations de leur propre travail, ils montrent en fait que leur conclusion ne représente que le sommet de l'iceberg. Car seuls 7 % des articles contenaient une déclaration d'intérêts des auteurs. *Quid* des autres ? Par ailleurs, certains liens avec les industriels, susceptibles d'avoir un impact notable, sont rarement déclarés et n'ont pas pu être pris en compte. Comme par exemple le fait d'être membre du conseil scientifique d'une firme, consultant ou détenteur de brevets. Difficile d'enquêter sur chacun des 1 500 auteurs du corpus... Tout comme il était irréalisable d'explorer les conflits d'intérêts non financiers, dits intellectuels.

Cette étude sur les OGM Bt vient renforcer le domaine de recherche consacré à l'influence des sponsors sur les résultats des études scientifiques, un phénomène connu sous le nom de « biais de financement » (*funding effect*). Produits pharmaceutiques, tabac, sodas, sucre, certains pesticides, nucléaire et maintenant OGM : les études ont quatre à huit fois plus de chances d'atteindre des conclusions favorables au sponsor que celles financées par des fonds de source non industrielle.

Soucieux de préserver l'intégrité de la recherche, les scientifiques de l'INRA proposent une solution de plus en plus souvent évoquée pour la surveillance des médicaments, des produits chimiques ou des pesticides. Il s'agirait d'« un système de soutien financier indirect de la recherche par l'industrie : les groupes producteurs d'OGM et d'autres parties prenantes (gouvernements, organisations non gouvernementales) feraient une contribution financière à un pot commun géré par une agence indépendante ».

Stéphane Horel
Journaliste au *Monde*

P.-S.

*

http://www.lemonde.fr/planete/article/2016/12/19/ogm-l-inra-pointe-une-recherche-sous-influence_5050955_3244.html